

Questions orales

sommes tous d'accord, je pense, si nous voulons éviter que des situations analogues ne se reproduisent.

* * *

L'AGRICULTURE

Mme Catherine Callbeck (Malpègue): Madame la Présidente, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. L'économie de l'Île-du-Prince-Édouard est fort restreinte, ce qui fait que lorsqu'il y a une crise dans l'un des principaux secteurs, comme celui de la pomme de terre actuellement, toute l'économie est touchée.

Le ministre pourrait-il nous dire si les producteurs de l'Île-du-Prince-Édouard seront dédommagés pour les pertes subies en raison de la présence du virus PVYN?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Madame la Présidente, je sais l'importance du secteur de la pomme de terre pour l'Île-du-Prince-Édouard. Mes fonctionnaires et moi travaillons en étroite collaboration avec les producteurs et le gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard, ainsi qu'avec le gouvernement du Nouveau-Brunswick qui participe aussi à un plan d'éradication du virus, lequel plan comporterait également une forme de dédommagement.

Nous avons toujours dit, et je pense que le gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard est d'accord, que tout plan de dédommagement doit être lié à un programme d'éradication. Je pense que nous en sommes à un stade déjà avancé. Je rencontrerai des représentants des offices de commercialisation de la pomme de terre de l'Île-du-Prince-Édouard et du Nouveau-Brunswick cet après-midi. Nous préciserons les détails et nous essaierons d'en arriver à une conclusion satisfaisante.

Mme Catherine Callbeck (Malpègue): Madame la Présidente, la situation est très critique. C'est la survie même des producteurs de pommes de terre de l'Île-du-Prince-Édouard qui est en cause. Toute l'économie de la province est touchée. Les agriculteurs doivent planifier dès maintenant leur prochaine récolte.

Quand le ministre annoncera-t-il son programme de dédommagement et fera-t-il savoir aux producteurs ce qu'ils peuvent espérer?

• (1150)

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Madame la Présidente, je sais que les agriculteurs veulent planifier leur production, mais je pense qu'ils veulent aussi avoir l'assurance des deux niveaux de gouvernement qu'un programme d'éradication efficace est en place, pour essayer de rétablir la production normale et les marchés traditionnels.

Je dois dire à la députée que cette question a d'autres ramifications que je dois prendre en considération, par exemple, le récent rapport du vérificateur général sur l'Île-du-Prince-Édouard. Il fait état de graves lacunes dans l'administration du programme de lutte contre les maladies de la pomme de terre, du programme d'inspection et même dans l'application des lois. Je dois m'assurer, comme les producteurs le désirent, que les carences mentionnées par le vérificateur général ont été corrigées. Cela aussi fait partie du programme d'éradication.

Il y a donc une responsabilité conjointe, et nous nous devons, tout comme nous devons aux producteurs, de corriger ces carences, ce qui est la responsabilité du gouvernement provincial de l'Île-du-Prince-Édouard.

* * *

LE BUDGET

M. Chris Axworthy (Saskatoon—Clark's Crossing): Madame la Présidente, nous ressentons maintenant les répercussions du budget de la semaine dernière. Le mois dernier, le ministre des Finances avait un message pour Terre-Neuve: les transferts fédéraux pour l'enseignement et la santé allaient être réduits de 280 millions de dollars.

Maintenant, le premier ministre Wells et ses ministres libéraux ont choisi de suivre la voie indiquée par le gouvernement fédéral dans ce budget. Ils ont aboli 2 600 emplois du secteur public, et 360 lits d'hôpital seront fermés.

Je demande au ministre des Finances s'il admettra finalement les conséquences de ce budget, soit que des milliers de Terre-Neuviens perdront leur emploi et que le régime d'assurance-maladie ainsi que l'enseignement postsecondaire se détérioreront dans la province. En fait, admettra-t-il que ce budget engendrera partout au pays des mises à pied et une détérioration du Régime